

## Les facettes de la précarité



Lors d'un micro-trottoir à la gare de Fribourg, des passant·e·s de tous âges et de toutes classes sociales se sont exprimé·e·s sur la précarité et sur le tabou qu'elle représente dans nos sociétés. Des pistes d'action ont été suggérées.

HETS-FR © Th. Delley 2019

Par **Marie-Claire Rey-Baeriswyl**, professeure, et **Arnaud Rollinet**, étudiant, Haute école de travail social, Fribourg

Dans le but de mieux comprendre la vision ordinaire de la précarité, une démarche participative dans l'espace public a été organisée par la Haute école de travail social de Fribourg en partenariat avec REPER [1]. Lors d'un micro-trottoir devant la gare, des intervenants et intervenantes sociales, des étudiant·e·s et des professeur·e·s sont allé·e·s à la rencontre des passant·e·s afin de dialoguer sur les facettes de la précarité et sur les moyens de la réduire [2]. Tous les échanges ont été convertis en messages exposés au fur et à mesure dans la rue afin d'interpeler la population.

Les échanges s'établissent de plein gré, en confiance et de façon anonyme. Les personnes qui transitent sont de tous âges, genres, milieux sociaux, styles, modes vie, etc. Elles s'expriment volontiers. Deux questions simples leur sont posées. C'est quoi pour vous la précarité ? Comment la réduire ? Les réponses et les réflexions personnelles sont notées sous forme de mots clés sur des papiers de couleur, puis suspendues dans l'espace public. Tous ces messages rendent progressivement visible la compréhension multiple de cette réalité sociale, telle une mosaïque colorée.

### D'abord des limitations matérielles

Les passant·e·s mentionnent d'emblée la dimension économique de la précarité. « La précarité, c'est vivre avec peu de moyens et au-dessous du minimum vital. » « C'est ne pas avoir 5 francs dans son porte-monnaie. » « C'est devoir compter chaque sou », être en tension continue pour essayer de s'en sortir. L'importance centrale du travail et d'un emploi stable est souvent citée. Il est perçu comme valorisant [3] et assurant une place dans la vie en société. A l'inverse, l'absence de travail ou son irrégularité sont une source d'insécurité matérielle et d'inquiétude. Elles engendrent des contraintes financières et, par là, des limitations multiples.

Différentes conséquences de ressources financières limitées sont évoquées. Citons la difficulté d'avoir un logement

adapté qui sécurise et exprime son identité. « La précarité, c'est ne pas avoir un toit », « pas de chez soi », « c'est devoir vivre dehors, alors qu'on est dans un pays riche ». Citons aussi l'entrave à une alimentation « correcte » et suffisante pour soi et pour ses proches. « C'est ne pas pouvoir nourrir sa famille. » Est aussi mentionnée la mobilité réduite qui empêche l'accès à l'entourage, à des lieux et à des événements. Le non recours à des soins adaptés et à une contraception féminine, jugée « trop chère », est également signalé. Tout comme l'impossibilité de pratiquer des loisirs, des activités qui favorisent la vie sociale et le bien-être. « La précarité, c'est aussi ne pas pouvoir s'offrir des vacances. »

## Des rejets et des liens fragilisés

La dimension relationnelle de la précarité est évoquée à travers des expériences de marginalisation et de stigmatisation. « La précarité, ce n'est pas le manque d'argent, c'est le manque de relations sociales. » Les pertes de contacts, un décès, l'absence de liens sociaux significatifs, sécurisants, des attaches rompues ou de la maltraitance : autant d'expériences évoquées qui empêchent l'accès à des ressources, à la reconnaissance, au sentiment d'appartenance et d'utilité, qui peuvent mener à l'exclusion, voire même au « suicide social », comme un retrait forcé.

Pour les personnes interrogées, la précarité est à la fois la cause d'une situation problématique et une conséquence, autant individuelle que structurelle. Elle est une dynamique négative qui empêche de disposer d'appuis suffisants pour s'intégrer, de liens porteurs et de s'impliquer dans des collectifs pour exercer sa citoyenneté. La précarité relationnelle se développe dans une société de plus en plus individualiste [4] où la solidarité et l'entraide au quotidien deviennent plus rares. « C'est chacun pour soi ! »

Ainsi, face à des liens naturels fragiles ou inexistants, il devient nécessaire de recourir à des liens professionnels, à des services sociaux et des prestations d'aide, ce qui n'est pas sans conséquence au niveau identitaire.

## L'atteinte à la dignité

Finalement, la dimension symbolique et identitaire de la précarité a été évoquée avec ses effets sur le bien-être général, l'image de soi, la santé psychique ou les modes de vie. Certaines personnes rencontrées expliquent que les situations précaires, vécues comme blessantes, atteignent la dignité de l'individu et que, sans dignité, il est impossible de vivre en se respectant. « Ça touche, ça fait mal. » « L'aide sociale ne permet pas d'avoir des loisirs, elle donne juste pour survivre, c'est facile de perdre sa dignité comme ça ! »

De nombreux impacts négatifs sont cités : difficultés scolaires, non accès à l'éducation et à la formation, insécurité de base, stress financier, stress au travail, manque d'accès à des soins adaptés, parcours de vie et/ou migratoire non reconnu, problèmes des groupes discriminés (« les personnes âgées ou handicapées sont plus vulnérables »), etc. Ces situations engendrent une fragilité identitaire, des lacunes de compétences, une mésestime (« on n'est plus bon à rien ») ou même des comportements inadéquats (« se mettre à faire des choses illégales pour s'en sortir »).

Sont aussi relevés la peur du jugement (« les personnes n'osent pas en parler »), des sentiments de honte (« devoir se cacher », « devoir mener un combat sur soi-même »), de résignation ou de démission. Certaines personnes concernées dépeignent leur impression de « se sentir stigmatisé, hors case ». Cette précarité identitaire est accentuée par des contextes sociaux et technologiques exigeants. Les modes de vie et les logiques prônées par nos sociétés ne font pas sens pour les personnes précaires qui ne se sentent pas appartenir à ce monde.

Si la précarité empêche la liberté et l'indépendance (« être esclave de sa situation »), la simplicité de vie, choisie et même revendiquée, est évoquée comme une vie alternative. « C'est alors une liberté avec une absence de stress, de charges, d'horaires. » Une rare résilience est aussi évoquée : « Un passage par la précarité permet de se forger un

caractère, pour autant qu'on s'en sorte ».

## Des pistes d'action politique et économique

La précarité est mise en lien avec le contexte global de nos sociétés et les inégalités sociales [5] que crée le modèle socio-économique actuel. « Les pauvres sont plus pauvres et les riches sont plus riches. » Les passant·e·s interrogé·e·s ont l'impression d'une précarisation qui touche des groupes indifféremment des qualifications, des parcours ou des statuts. « La précarité concerne autant des étudiant·e·s formé·e·s que des personnes de plus de 50 ans. » « Ça peut arriver à tout le monde. »

L'aide sociale est questionnée (« on est dans un système qui fait croire qu'on aide les pauvres »), perçue comme stigmatisante (« les personnes se retrouvent sur une liste noire si les paiements ne sont pas faits »), contrôlante (« il faut justifier, prouver... les institutions sont moins dans l'écoute et plus dans le contrôle »), limitante [6] et limitée.

Des mesures politiques et économiques [7] sont proposées telles une meilleure redistribution des richesses (« imposer davantage les riches »), l'instauration d'un revenu minimum inconditionnel, un accès gratuit ou facilité aux biens indispensables, des dispositifs empêchant l'endettement, la gratuité de l'éducation et de l'instruction (« Avoir une formation tout au long de la vie ! »), la connexion entre les primes d'assurance maladie et la fiscalité.

Des réflexions sur l'accès à l'emploi, sa stabilité, montrent le souhait de voir un plus grand nombre de mesures de réinsertion et d'emplois adaptés, l'engagement de personnes non diplômées, la reconnaissance de catégories d'activités peu valorisées. Les passant·e·s interrogé·e·s revendiquent également l'égalité des salaires et leur augmentation. Des politiques plus volontaristes basées sur des valeurs humanistes, notamment « justice sociale », « respect », « tolérance », sont évoquées comme celle d'« ouvrir nos portes aux gens qui viennent d'ailleurs. Plusieurs pistes suggérées concernent des réformes favorisant le logement social, la couverture des besoins de base.

D'autres propos mentionnent plutôt des moyens de lutter au quotidien contre la précarité et l'exclusion qu'elle peut engendrer. Il s'agit en particulier d'activer la solidarité, le partage, l'engagement et l'entraide bénévole, l'esprit communautaire, la création de nouvelles formes de participation sociale tels les « systèmes d'échanges locaux », les échanges intergénérationnels, les activités culturelles dans l'espace public, des lieux de vie communs dans la ville, des actions associatives comme les épiceries sociales.

Sont suggérés également le développement de conseils, d'accompagnements, de cours de langue, d'interventions bas seuil, du nombre d'intervenants et d'intervenantes sociales dans certains services, parfois aussi une façon de vivre économe et écologique. Des améliorations sont demandées dans l'information sur les soutiens et les mesures existantes pour compenser l'insécurité matérielle. Plusieurs passant·e·s ont insisté sur la nécessité de donner la parole aux personnes concernées et d'assurer la visibilisation de la précarité, pour la faire connaître du grand public et combattre le tabou qui l'entoure.

## La précarité et le travail social

Au travers de ces échanges, la précarité continue d'interroger le travail social. La question se pose indéfiniment : où et comment agir ? Phénomène souvent occulté, voire tabou, dans les contextes occidentaux, elle a été décrite comme le résultat d'un accident de parcours, une discrimination de groupe, une situation vécue comme inextricable ou un « héritage culturel » transmis. Elle est aussi un produit de nos sociétés inégalitaires. La précarité met en échec nos valeurs de justice sociale, mais nous invite à réformer nos systèmes sociaux, économiques et politiques. Elle nous incite à faciliter l'accès à des droits, à la compréhension des systèmes d'aides et à la mobilisation de ressources.

## Bibliographie

- Bajoit, G. (2006). En guise de conclusion provisoire. Regard sociologique sur l'individualisme contemporain. Dans M. Hirschhorn (dir.), L'individu social. Autres réalités, autres sociologies ? (p. 247- 277). Saint-Nicolas, Canada : PUL.
- De Gaulejac V., Blondel F. & Taboada Leonetti, I., La lutte des places, Paris, Desclée de Brouwer, 2014 (1ère édition, 1994).
- Levy, R. et al. (1997). Tous égaux ? De la stratification aux représentations. Zurich, Seismo.
- Méda, D. (2004, I). Le travail. Presses universitaires de France. Paris.
- Paugam, S. (2009), Le lien social (2ème éd.). Paris, France, PUF.

[1] REPER est une association fribourgeoise de prévention et de promotion de la santé. Son projet Pépite crée des événements pour favoriser la rencontre et les liens sociaux dans l'espace public. La collaboration a eu lieu dans le cadre de l'exposition «Itinéraires entrecoupés», de Ghislaine Heger, voir l'[album dans REISO](#).

[2] Le dispositif de récoltes de données a été conçu ensemble. Le micro-trottoir a permis de rencontrer 47 femmes et 44 hommes entre 15 et 98 ans. Les données récoltées ont été triées, classées selon trois dimensions de la précarité et analysées à la lumière de textes d'auteur·e·s (De Gaulejac, 1997).

[3] Voir Méda (2004).

[4] Voir Bajoit, G. (2006).

[5] Voir Levy et al. (1997)

[6] Par le fait qu'elle reste une dette dans le canton de Fribourg et que les ressources octroyées, couvrant les besoins vitaux, ne suffisent pas à contribuer à la pleine réalisation de soi (développement de liens sociaux, participations, formation, accès à la culture, etc.).

[7] Dont la pertinence n'est pas, dans ce texte, mise à l'épreuve.